

CONTACT



Bulletin / Mitteilungen

NEUE HELVETISCHE GESELLSCHAFT – TREFFPUNKT SCHWEIZ
RENCONTRES SUISSES – NOUVELLE SOCIÉTÉ HELVÉTIQUE
INCONTRI SVIZZERI – NUOVA SOCIETÀ ELVETICA
NUOVA SOCIETÀ HELVETICA – SCUNTRADA SVIZRA

Chers membres des Rencontres Suisses-Nouvelle Société Helvétique,

Permettez-nous tout d'abord de vous souhaiter une année sereine et pleine de petites et grandes joies, malgré la morosité annoncée de la "météo" économique et sociale. Il nous appartient de faire face avec pragmatisme, de ne pas nous laisser gagner par la peur en étant confiants dans nos possibilités de trouver des solutions ensemble pour notre pays. Une première opportunité nous est offerte par la votation du 8 février sur la reconduction de la libre circulation avec l'UE.

Le temps imparti à la campagne est très court et les sondages montrent que bon nombre de nos citoyens sont encore mal informés sur l'importance de cette votation. En tant que société qui, dès son origine, était une plate-forme de débat, où l'on discutait de l'avenir du pays et qui n'a cessé depuis lors de se faire entendre lors de votations importantes et de participer ainsi à la formation de l'opinion, il nous semble de notre devoir de présenter les véritables enjeux de cette votation. Ceci d'autant plus qu'il ne s'agit pas seulement de l'extension de libre circulation des personnes à la Bulgarie et à la Roumanie, mais bien au-delà, de la décision fondamentale de renoncer, oui ou non, à la voie bilatérale avec l'Union européenne. Nous publions ainsi des textes que des membres éminents de la RS / NSH ont bien voulu nous mettre à disposition.

Pour le Conseil fédéral, le Parlement et les Cantons, dire oui à la libre circulation des personnes, c'est confirmer les Bilatérales I et

Liebe Mitglieder der neuen Helvetischen Gesellschaft-Treffpunkt Schweiz

Zuerst wünsche ich Ihnen ein glückliches Jahr, das Ihnen trotz der angekündigten wirtschaftlichen und sozialen „Schlechtwetterlage“ viele grosse und kleine Freuden bereithalten möge. Es liegt an uns, die neue Situation pragmatisch anzugehen, uns nicht von Ängsten verunsichern zu lassen, sondern vielmehr mit der nötigen Zuversicht gemeinsam nach Lösungen für unser Land zu suchen. Eine erste Gelegenheit bietet sich bereits am 8. Februar bei der Abstimmung über die Weiterführung des Abkommens zwischen der Schweiz und der Europäischen Union über die Personenfreizügigkeit.

Die Zeit für die Abstimmungskampagne ist knapp bemessen. Umfragen zeigen, dass viele Bürgerinnen und Bürger die Bedeutung dieser Abstimmung noch unterschätzen. Als Gesellschaft, die in der Vergangenheit bei wichtigen politischen Entscheidungen immer wieder ihre Stimme vernehmen liess und zur Entscheidungsfindung beitrug, die heute regelmässig an öffentlichen Veranstaltungen über anstehende eidgenössische Abstimmungen informiert, haben wir auch jetzt die Aufgabe, unsern Beitrag zur Aufklärung zu leisten. Dies umso mehr, als es bei dieser Abstimmung nicht etwa „nur“ um die Ausdehnung der Personenfreizügigkeit auf Bulgarien und Rumänien, sondern letztlich um einen Grundsatzentscheid zum bilateralen Weg der Schweiz mit der Europäischen Union geht. Auf den folgenden Seiten publizieren wir Texte bekannter Mitglieder der NHG-TS zu diesem Thema, die uns diese zur Verfügung

notre collaboration fructueuse avec l'UE. Le cadre économique posé par les Bilatérales I a fait ses preuves et contribue à assurer notre prospérité et nos emplois. Il prend encore plus d'importance en période d'incertitudes économiques. Un « non » remettrait en cause la voie bilatérale et nuirait à la compétitivité économique de notre pays.

Les expériences faites depuis plus de six ans sont largement positives. L'immigration a évolué conformément aux besoins des entreprises. La libre circulation des personnes a contribué de manière décisive à favoriser la croissance économique et a aussi joué un rôle déterminant pour le maintien et la création de nombreuses places de travail. Selon la conseillère fédérale Eveline Widmer-Schlumpf, les Roumains et les Bulgares peuvent entrer en Suisse sans visa et y séjourner pendant trois mois depuis 2004. Pour autant, nous n'avons pas constaté de recrudescence de ces citoyens. Quant aux craintes d'un dumping salarial systématique, d'une hausse de la criminalité et d'abus plus fréquents dans le domaine de l'aide et des assurances sociales, elles se sont révélées infondées.

En ce qui concerne les conséquences d'un éventuel rejet de l'arrêté fédéral, la conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey a indiqué que toute spéculation concernant les scénarios envisageables était vaine : selon elle, l'accord sur la libre circulation des personnes définit clairement les répercussions d'une telle décision. Un « non » suisse équivaldrait à une dénonciation de l'accord par la Suisse (art. 25, par. 2). Dans ce cas, les six autres accords de la première série cesseraient aussi automatiquement d'être applicables (art. 25, par. 4). Ainsi c'est l'avenir de la voie bilatérale dans son principe qui est en jeu lors du scrutin du 8 février prochain.

Je vous souhaite une bonne lecture.

Christiane Langenberger-Jaeger
Anc. Conseillère aux Etats
Présidente de RS/NSH

gestellt haben.

Der Bundesrat, die eidgenössischen Räte und die Kantone empfehlen die Weiterführung der Personenfreizügigkeit zwischen der Schweiz und der EU sowie deren Ausdehnung auf Bulgarien und Rumänien zur Annahme. Auch die Wirtschaft unterstützt die Vorlage. Die Personenfreizügigkeit sowie die Bilateralen Verträge I insgesamt stärken die Wettbewerbsfähigkeit des Standortes Schweiz und sind darum bedeutend für die Sicherung von Arbeitsplätzen und Wohlstand in der Schweiz. In Zeiten wirtschaftlicher Unsicherheiten ist dies umso wichtiger. Ein Nein würde den bilateralen Weg in Frage stellen und damit der wirtschaftlichen Wettbewerbsfähigkeit unseres Landes schaden.

Die Erfahrungen mit der Personenfreizügigkeit während über sechs Jahren sind überwiegend positiv: Die Zuwanderung erfolgte gemäss den Bedürfnissen der Wirtschaft. Die Personenfreizügigkeit hat entscheidend zur Förderung des Wirtschaftswachstums und auch zur Sicherung bestehender und Schaffung neuer Stellen beigetragen. Laut Bundesrätin Eveline Widmer-Schlumpf können sich Arbeitskräfte aus Bulgarien und Rumänien seit 2004 ohne Visum während dreier Monate in der Schweiz aufhalten. Wir haben keine Zunahme von Bürgern aus diesen Ländern erlebt. Befürchtungen, es könne zu einer Masseneinwanderung aus den osteuropäischen Staaten, systematischem Lohndumping, zunehmendem Missbrauch von Sozialhilfe und zu steigender Kriminalität kommen, haben sich als unbegründet erwiesen.

Vor Spekulationen über mögliche alternative Szenarien im Falle einer Ablehnung der Vorlage warnte insbesondere Bundesrätin Micheline Calmy-Rey mit klaren Fakten. Die Konsequenzen seien im Abkommen selbst festgelegt. Mit einem Entscheid gegen die Weiterführung der Personenfreizügigkeit sei es die Schweiz, die dieses Abkommen kündige (Art. 25, Absatz 2). Die übrigen sechs Abkommen der Bilateralen I würden dann automatisch auch nicht mehr anwendbar sein (Art. 25, Absatz 4). Damit wäre der bilaterale Weg in der Tat in Frage gestellt.

Christiane Langenberger-Jaeger
Alt Ständerätin
Präsidentin der NHG/TS

Libre circulation des personnes : les vrais enjeux du 8 février

*Bénédict de Tscharner
Anc. Ambassadeur de Suisse*

Une fois de plus, le peuple suisse est appelé à se prononcer sur les relations de notre pays avec le grand voisin, l'Union Européenne. La question de la poursuite, au-delà du 31 mai 2009, de la libre circulation des personnes, régime appliqué depuis près de sept ans avec succès, exige que nous déterminions les vrais enjeux de ce vote du 8 février avec un soin particulier. Plusieurs précisions paraissent indispensables :

Primo ; nous parlons bien de la circulation des travailleurs, c'est-à-dire de la faculté qu'ont nos citoyens et ceux des Etats membres de l'UE de chercher, d'accepter et d'accomplir du travail sur le territoire de l'autre comme employés ou dans l'exercice d'une profession libérale. Il ne s'agit donc pas d'une « circulation » de n'importe qui pour n'importe quelle raison. Et les personnes qui exercent ainsi un métier rémunéré au-delà des frontières sont soumises à toutes les lois et règlements en vigueur dans le pays concerné, y compris aux conventions collectives de travail. L'idée de base est bien celle d'un marché du travail marqué par une saine concurrence avec des règles de jeu bien déterminées et non d'une sorte de dumping salarial ou social sauvage généralisé.

Secundo ; nous sommes en face d'une union économique de vingt-sept Etats membres, union qui ne fait plus de distinction entre ses parties constituantes sur son marché du travail. C'est un fait que nous ne pouvons changer. Il y a, certes, pour ce qui est des nouveaux membres que sont la Roumanie et la Bulgarie, des arrangements de transition pour faciliter leur intégration dans l'économie européenne pendant quelques années encore. La Suisse a, elle aussi, négocié de tels arrangements avec ces deux pays. Mais séparer la circulation des travailleurs avec ces pays de celle qui est pratiquée avec les anciens membres de l'Union est impossible et serait inacceptable pour Bruxelles. Qualifier la reconnaissance de cette réalité par le Parlement suisse de « scandale » témoigne soit de la méconnaissance des faits, soit d'une volonté de brouiller les cartes.

Tertio ; le point le plus important - et qui peut plus facilement prêter à malentendu -

concerne les conséquences d'un « non » éventuel du peuple suisse. Le texte de l'accord qui règle la libre circulation est pourtant parfaitement clair : la Suisse peut mettre fin unilatéralement à l'accord après les premiers sept années si elle le signale à Bruxelles avant le 31 mai 2009 ; un « non » du peuple le 8 février l'obligerait à le faire. En revanche, la prolongation se fait automatiquement. C'est justement cette prolongation que le Conseil fédéral et les Chambres fédérales nous proposent, prolongation englobant tous les Etats de l'Union. En cas de non-renouvellement du régime, l'Union Européenne serait libre de traiter les Suisses travaillant dans un de ses Etats membres comme des ressortissants d'un pays tiers ; et la Suisse pourrait introduire ou réintroduire un régime plus restrictif. Lequel ? cela reste à voir. En tout cas, toute nouvelle restriction risquerait d'avoir de sérieuses répercussions économiques, sans parler des mesures de rétorsion que pourraient prendre nos partenaires.

Quarto ; il est aussi important de bien saisir la portée de la célèbre clause dite de la « guillotine » qui figure dans le texte du premier paquet d'accords bilatéraux. Cette clause ne donne à l'Union Européenne non pas le droit de dénoncer à son tour certains autres arrangements avec la Suisse si celle-ci devait mettre fin à la libre circulation ; non, ces arrangements deviendraient caducs automatiquement ! Nous trouvons, dans ce paquet, qui est en vigueur depuis le 1^{er} juin 2002, entre autres, l'élimination d'obstacles techniques aux échanges, une certaine libéralisation du commerce agricole, la libéralisation des transports terrestres et aériens, l'ouverture des marchés publics, et, enfin, la participation de la Suisse aux programmes de re-

cherche européens. A cela il faut sans doute ajouter l'association de la Suisse au système de Schengen, sans objet sans la libre circulation. Demander de nouvelles négociations à l'Union ou à des Etats membres afin de retrouver certains des avantages perdus ne serait guère réaliste.

Quinto ; il est donc nécessaire de bien voir à quel point un tel refus constituerait un auto-goal monumental. Car la participation de la Suisse au marché intérieur intégré de l'Union ne saurait relever d'une sorte de « self-service » où l'on peut accepter certaines ouvertures et en rejeter d'autres. Il y a là une logique et une cohérence qu'il s'agit de respecter, même si nous restons en dehors de l'Union et que notre participation est basée, juridiquement parlant, sur des accords bilatéraux. Détruire la libre circulation des personnes instaurée - avec succès, il faut le répéter - entre la Suisse et l'UE en 2002, aurait des répercussions en cascade au-delà de l'annulation des accords du premier paquet. Car ce qui serait aussi compromis serait, surtout, la confiance de nos partenaires, confiance non seulement des gouvernements, mais aussi des acteurs économiques, qui verraient la Suisse changer unilatéralement les règles de base de ses relations avec le reste de l'Europe. Or, ces dernières années, c'est grâce à cette ouverture que la Suisse a su attirer d'importants investissements étrangers, essentiels à sa prospérité.

Tout cela indique que la décision du 8 février

prochain va bien au-delà de la question, en soi relativement mineure, de savoir si les ressortissants de deux pays d'Europe centrale seront, après l'épuisement des régimes transitoires, assimilés à ceux des autres Etats de l'UE sur le marché du travail helvétique. C'est bien l'ensemble de notre politique européenne qui est en jeu, politique construite patiemment et non sans peine après le refus de l'Espace économique européen en décembre 1992.

Depuis que les Suisses doivent se déterminer par les urnes sur les pas successifs de la politique du bilatéralisme, deux camps de l'opinion publique se retrouvent régulièrement pour soutenir la politique du Conseil fédéral. Il y a là ceux qui estiment que le bilatéralisme est indispensable pour assurer l'avenir économique du pays, mais qu'il offre en même temps une alternative crédible et durable à une adhésion de la Suisse à l'Union Européenne. Et il y a ceux qui critiquent surtout l'absence de tout droit de la Suisse dans les processus de décision de l'Union. Ce second groupe se bat néanmoins pour l'approbation des accords bilatéraux, car il est convaincu que chaque pas rapproche malgré tout la Suisse de l'Union. Un jour, le peuple suisse devra probablement départager ces deux façons de voir l'avenir du pays ; mais pour l'instant, il s'agit d'éviter des dérapages et des actes de démolition de notre acquis européen, dans l'intérêt bien compris de la Suisse. C'est pourquoi, un « oui » franc est si important le 8 février 2009.

Ce texte a été publié par LE TEMPS du 8 janvier 2009. Il est co-signé par les personnalités suivantes:

Pierre Languetin, ancien président de la Banque nationale suisse (BNS); Silvio Arioli, ancien délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux; Michel Barde, ancien directeur général de la Fédération des entreprises romandes ; Franz Blankart, ancien secrétaire d'Etat; Hugo Büttler, ancien rédacteur en chef de la Neue Zürcher Zeitung (NZZ); Jean-Paul Chapuis, ancien administrateur-délégué de l'Association suisse des banquiers; Georges-André Cuendet, économiste et ancien maire de Cologny; Jean F. Freymond, directeur de D@G - Dialogue Genève; Jean-Pierre Hocké, ancien Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés; Daniel Kaesler, ancien administrateur suisse au Fond Monétaire International (FMI); Mathias Krafft, ancien ambassadeur et chef de la Direction du droit international public au DFAE; Philippe Lévy, ancien délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux; Gilles Petitpierre, ancien conseiller aux Etats et professeur honoraire à Université de Genève; Jean Zwahlen, ancien ambassadeur et membre du Directoire de la BNS. Il s'agit d'éviter des dérapages et des actes de démolition de notre acquis européen, dans l'intérêt bien compris de la Suisse.

Personenfreizügigkeit : Worum es am 8. Februar wirklich geht

Benedikt von Tscherner
alt-Botschafter

Das Schweizer Volk ist zu einem weiteren Entscheid über die Beziehungen unseres Landes zu seinem gros-sen Nachbarn, der Europäischen Union, aufgerufen. Die Frage der Weiterführung der seit nunmehr fast sieben Jahren mit Erfolg praktizierten Personenfreizügigkeit über den 31. Mai 2009 hinaus fordert von uns, dass wir mit besonderer Sorgfalt festhalten, worum es dabei für unser Land wirklich geht. Verschiedene Punkte gilt es festzuhalten:

Erstens: Gegenstand der Abstimmung ist der freie Verkehr der Arbeitskräfte, mit anderen Worten, die Freiheit unserer Bürger und jener der EU-Staaten, als Angestellte oder freiberuflich Tätige in den Partnerländern Arbeit zu suchen, anzunehmen und auszuüben. Es geht somit nicht um eine freie „Zirkulation“ von Personen aller Art zu irgendwelchen Zwecken. Und wer auf dem Gebiet des anderen arbeitet, ist den Gesetzen und Regeln seines Arbeitsplatzes, einschliesslich der Gesamtarbeitsverträge, unterworfen. Die Grundidee ist jene des gesunden Wettbewerbs mit klaren Spielregeln und keineswegs jene eines allgemeinen, wilden Lohn- und Sozialdumpings.

Zweitens: Unser Partner ist eine aus 27 Staaten bestehende Wirtschaftsunion, die auf ihrem Arbeitsmarkt keinen Unterschied zwischen den Angehörigen der verschiedenen Mitglieder mehr macht. Wir können an dieser Tatsache nichts ändern. Wohl gibt es, was Rumänien und Bulgarien anbelangt, Übergangsbestimmungen, die deren Integration in die europäische Wirtschaft noch während einiger Jahre erleichtern werden. Auch die Schweiz hat mit ihnen ein Übergangsregime festgelegt. Hingegen ist es nicht möglich, den Verkehr der Arbeitskräfte mit diesen Ländern von jenem mit den übrigen Mitgliedstaaten der Union zu trennen; dies wäre für Brüssel nicht annehmbar. Die Anerkennung dieser Tatsache durch unser Parlament als „Skandal“ zu bezeichnen, zeugt entweder von einer Verkennung der Wirklichkeit oder vom Willen, Verwirrung zu stiften.

Drittens: Der wichtigste Aspekt - der auch am ehesten zu Missverständnissen führen kann - ist jener der Folgen eines „Neins“ des Schweizer Volkes. Der Text des Freizügigkeitsabkommens ist indessen absolut klar: Die Schweiz kann dieses Regime nach den ersten sieben Jahren einseitig beenden, wenn sie dies Brüssel vor dem 31. Mai 2009 mitteilt; ein „Nein“ am 8. Februar zwänge sie, dies zu

tun. Die Verlängerung hingegen erfolgt automatisch. Es ist diese Verlängerung, unter Einschluss aller Mitgliedstaaten der Union, die uns der Bundesrat und die Eidgenössischen Räte beantragen. Im Falle einer Nichtverlängerung wäre die Union frei, die auf ihrem Gebiet tätigen Schweizer wie Angehörige von Drittländern zu behandeln; und die Schweiz könnte wiederum ein restriktiveres Regime einführen. Welches? Das bleibt offen. Indessen erscheint klar, dass jede neue Beschränkung schwerwiegende wirtschaftliche Auswirkungen haben müsste, ganz zu schweigen von allfälligen Retorsionsmassnahmen, die unsere Partner ergreifen könnten.

Viertens: Wichtig ist auch, die Tragweite der sogenannten Guillotine-Klausel zu erfassen, die im ersten Paket bilateraler Vereinbarungen enthalten ist. Diese Klausel räumt nicht etwa der Union das Recht ein, ihrerseits gewisse Abmachungen mit der Schweiz zu kündigen, falls diese die Freizügigkeit der Arbeitskräfte aufheben sollte. Diese Vereinbarungen würden vielmehr automatisch hinfällig. In diesem seit dem 1. Juni 2002 in Kraft stehenden Paket finden wir die Beseitigung technischer Handelshemmnisse, eine gewisse Liberalisierung des Agrarhandels, die Liberalisierung des Luft- und des Bodenverkehrs, die Öffnung des öffentlichen Beschaffungswesens und die Beteiligung der Schweiz an den europäischen Forschungsprogrammen. Dem ist die Assoziierung der Schweiz an das Schengen-System beizufügen, denn diese wäre ohne die Freizügigkeit gegenstandslos. Versuche, gewisse dieser Vorteile mittels neuer Verhandlungen mit der Union oder mit einzelnen EU-Staaten erneut zu erlangen, wären kaum erfolgversprechend.

Fünftens: Es ist somit wichtig, zu sehen, welch kolossales Eigentor eine derartige Politik darstellen würde. Denn die Beteiligung der Schweiz am integrierten Binnenmarkt kann nicht mittels einer Art von

„Selbstbedienung“ erfolgen, in der einzelne Schritte der Öffnung akzeptiert, andere jedoch abgelehnt werden. Obgleich die Schweiz nicht Mitglied der Union ist, sondern sich mittels bilateraler Vereinbarungen beteiligt, muss sie doch die Logik und den inneren Zusammenhang dieses Systems anerkennen. Die Beeinträchtigung der zwischen der Schweiz und der Union mit Erfolg - das sei wiederholt - praktizierten Freizügigkeit hätte eine Kaskade von Auswirkungen, die über die Annullierung der Vereinbarungen des ersten Pakets hinausgingen. Denn ebenfalls beeinträchtigt wäre das Vertrauen der Regierungen, aber auch der Wirtschaft, die vor der Tatsache stünde, dass die Schweiz einseitig die Grundregeln ihrer Beziehungen zum Rest Europas ändert. Dank der Öffnung ist es jedoch in den vergangenen Jahren der Schweiz gelungen, umfangreiche Investitionen anzuziehen, die für ihren Wohlstand wesentlich sind.

Kurz, der Entscheid vom 8. Februar geht weit über die, an sich relativ zweitrangige Frage hinaus, ob die Angehörigen zweier mitteleuropäischer Länder nach Ablauf der Übergangsfristen auf dem schweizerischen Arbeitsmarkt gleich behandelt werden sollen wie jene aller übrigen EU-Staaten. Auf dem Spiel steht vielmehr die Gesamtheit unserer

nach der Ablehnung des EWR im Dezember 1992 geduldig und nicht ohne Mühe aufgebauten Europapolitik.

Seitdem sich die Schweizer an den Urnen über eine Folge von bilateralen Schritten aussprechen müssen, finden sich regelmässig zwei Lager Seite an Seite in ihrer Unterstützung der bundesrätlichen Politik. Da sind einerseits jene, die den Bilateralismus für unerlässlich zur Sicherung der wirtschaftlichen Zukunft des Landes halten, in ihm gleichzeitig eine glaubwürdige und dauerhafte Alternative zum Beitritt der Schweiz zur EU erblicken. Andererseits finden wir da jene, die in erster Linie das Fehlen jeglicher Mitsprache der Schweiz an den EU-Beschlüssen kritisieren. Sie kämpfen dennoch für die Genehmigung der bilateralen Vereinbarungen, weil sie davon überzeugt sind, dass jeder dieser Schritte die Schweiz der Union näher bringt. Eines Tages wird das Schweizer Volk wohl zwischen diesen beiden Betrachtungsweisen zu entscheiden haben; im Augenblick jedoch gilt es, im wohlverstandenen Interesse der Schweiz Ausrutscher und Akte der Zerstörung an unserem europapolitischen Besitzstand zu vermeiden. Deshalb ist ein klares „Ja“ am 8. Februar so wichtig.

Dieser Text wurde von rund fünfzehn Persönlichkeiten mitunterzeichnete: Liste auf Seite 4

La liberté de circulation des personnes : Élément essentiel du marché intérieur européen

Philippe Lévy

Anc. Ambassadeur; anc. Président de la Commission politique du Nomes

Les citoyennes et citoyens suisses sont appelés le 8 février 2009 à prolonger la validité de l'Accord sur la libre-circulation des personnes - un accord auquel ils avaient souscrit le 21 mai 2000 avec 67,2 % de oui. Bien que l'accord du 21 juin 1999 stipule la prolongation automatique au-delà de la durée initiale de sept ans quelques 50'000 citoyennes et citoyens ont voulu que cette prolongation soit sanctionnée par un vote populaire. Simultanément, le vote porte également sur l'extension à la Bulgarie et à la Roumanie qui entretemps sont devenus membre de l'UE.

La liberté de circulation signifie que les citoyennes et citoyens de l'UE qui ont un contrat de travail valide ou peuvent prouver une activité professionnelle indépendante peuvent s'établir en Suisse sans discrimination. Les besoins en personnel hautement ou moins qualifié ne peuvent pas être couverts à l'intérieur du pays. La libre-circulation facilite la mobilité des travailleurs et améliore les chances de trouver du personnel adéquat et, partant, le positionnement de la Suisse dans la concurrence internationale.

L'Accord sur la libre-circulation sert aussi les quelques 400'000 Suissesses et Suisses qui habitent dans l'UE et y travaillent (accès non-discriminatoire au marché du travail de l'UE, droit de faire venir la famille, reconnaissance mutuelle des diplômes professionnels). La liberté de circulation permet aux entreprises suisses d'envoyer plus facilement leurs employés dans l'UE.

La libre-circulation joue un rôle important lors de la mise en œuvre de Schengen et lors de la participation de la Suisse aux programmes de recherche de l'UE. Depuis la mise en œuvre de l'Accord de libre-circulation il n'y a

pas eu d'immigration massive. L'arrivée de main-d'œuvre étrangère répond aux besoins de l'économie.

L'extension de l'UE à la Bulgarie et à la Roumanie ouvre à nos entreprises un marché en expansion supplémentaire de quelques 30 millions de clients potentiels.

Si la Suisse devait refuser l'extension à la Bulgarie et à la Roumanie elle créerait un traitement inégal de ces deux pays par rapport au reste de l'UE. Celle-ci n'accepterait pas une telle discrimination et se verrait forcée de résilier l'Accord.

Les pro-européens ne devraient pas succomber à l'illusion qu'une résiliation de l'Accord sur la libre-circulation des personnes suite à un refus populaire le 8 février 2009 favoriserait l'adhésion de la Suisse à l'UE. Pour reprendre les termes de l'ancien Conseiller fédéral Rudolf Friedrich, la Suisse se détacherait alors de l'Europe. A l'inverse, un Oui au maintien et à l'extension de la libre-circulation des personnes est un pas vers l'adhésion de la Suisse.

Die Personenfreizügigkeit ist essentielles Element des europäischen Binnenmarktes

Philippe Lévy

alt-Botschafter und ehem. Präsident der Politischen Kommission der Nebs

Die Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger sind eingeladen, am 8. Februar 2009 die Gültigkeit des Personenfreizügigkeitsabkommens zu verlängern - eines Abkommens, dem sie am 21. Mai 2000 mit 67,2 % Ja zugestimmt hatten. Obwohl Art. 25 des Bilateralen Abkommens vom 21. Juni 1999 die automatische Verlängerung über die anfängliche Dauer von sieben Jahren hinaus stipuliert, haben knapp 50'000 Stimmbürgerinnen und Stimmbürger verlangt, dass diese Verlängerung durch das Volk sanktioniert wird. Gleichzeitig wird über die Ausdehnung des Abkommens auf die neuen EU-Mitglieder Bulgarien und Rumänien abgestimmt.

Personenfreizügigkeit bedeutet, dass EU-Bürgerinnen und -Bürger, die einen gültigen Arbeitsvertrag haben oder den Nachweis einer selbständigen Erwerbstätigkeit erbringen, sich in der Schweiz ohne Diskriminierung niederlassen können. Der Bedarf an hochqualifizierten Arbeitskräften und an weniger qualifiziertem Personal kann im Inland allein nicht gedeckt werden. Die Personenfreizügigkeit erleichtert die Mobilität der Arbeitskräfte und verbessert die Chancen, in Europa geeignetes Personal zu rekrutieren und so den Standort Schweiz im internationalen Wettbewerb besser zu positionieren.

Das Personenfreizügigkeitsabkommen nützt auch den über 400'000 Schweizerinnen und Schweizern, die in der EU wohnen und arbeiten (gleichberechtigter Zugang zum EU-Arbeitsmarkt, Recht auf Familiennachzug, wechselseitige Anerkennung der Berufsdiplo-me). Die Personenfreizügigkeit ermöglicht Schweizer Unternehmen, ihre Arbeitnehmer leichter in die EU zu entsenden.

Die Personenfreizügigkeit spielt eine wichtige Rolle bei der Umsetzung von Schengen und bei der Teilnahme der Schweiz an EU-Forschungsprogrammen. Seit der Inkraftset-

zung des Personenfreizügigkeitsabkommens hat keine Masseneinwanderung stattgefunden. Die Zuwanderung entspricht den Bedürfnissen der Wirtschaft.

Die Erweiterung der EU um Bulgarien und Rumänien öffnet unseren Unternehmen einen weiteren Wachstumsmarkt von über 30 Millionen potenziellen Kunden. Lehnt die Schweiz die Ausdehnung auf Bulgarien und Rumänien ab, schafft sie eine Ungleichbehandlung dieser beiden Länder gegenüber der restlichen EU. Eine solche Diskriminierung würde die EU nicht akzeptieren und sähe sich genötigt, ihrerseits das Abkommen zu kündigen.

Pro-Europäer sollten sich nicht der Illusion hingeben, die im Falle einer Ablehnung der Vorlage am 8. Februar 2009 unvermeidliche Kündigung der bilateralen Verträge beschleunige eine Schweizer Vollmitgliedschaft. Um den Ausdruck von alt Bundesrat Rudolf Friedrich zu verwenden: Die Schweiz würde dann von Europa abgekoppelt. Aber ein Ja zur Fortführung und Ausdehnung der Personenfreizügigkeit ist ein weiterer Schritt Richtung EU-Mitgliedschaft.

Was sagen unsere Bundesrätinnen dazu ?

Doris Leuthard:

„Trotz sehr unterschiedlichen Wirtschaftssituationen und Lohnniveau sind auch Erfahrungen von massiven Wanderungsbewegungen in der EU selber ausgeblieben innerhalb der EU. Diese beträgt lediglich 4%. Es ist aber klar: EU-Arbeitnehmer haben - wie Schweizerinnen und Schweizer auch - Anspruch auf Arbeitslosenunterstützung, wenn sie in die Arbeitslosenkasse eingezahlt haben (Mindestbeitragszeit von einem Jahr).

Seit den Verhandlungen über die Personenfreizügigkeit in den 90er Jahren hören wir die

Bedenken der Gegner. Diese Bedenken nehmen wir ernst. Mit Übergangsfristen, Schutzklauseln und flankierenden Massnahmen haben wir jedoch ein Sicherheitsnetz aufgebaut.

Wir haben seit über sechs Jahren die Personenfreizügigkeit getestet. Ich denke, die Weiterführung dieses Abkommens ist damit kein Wagnis mehr. Sie ist kein Schritt ins Ungewisse. Die Personenfreizügigkeit hat sich für die Schweiz bewährt: für die Firmen und für die Arbeitnehmer.“

Eveline Widmer-Schlumpf

„Es wird behauptet, die Schweizer Wirtschaft sei nicht auf die Personenfreizügigkeit angewiesen, sondern könnte ihre Rekrutierungsbedürfnisse auch durch eine einseitige Zulassungsregelung - bspw. mit dauerhaften Kontingenten und Inländervorrang - abdecken. Lassen Sie mich in aller Klarheit sagen: Eine einseitige Zulassungsregelung ist keine Alternative für einen konkurrenzfähigen Standort Schweiz.

Eine einseitige Kontingentsregelung ist administrativ aufwändiger. Die Behörden müssen jede Zulassung einzeln prüfen. Weil es keinen Rechtsanspruch auf eine Bewilligung gibt, besteht Unsicherheit für Arbeitgeber und Ar-

beitnehmer. Ein solches System macht den Schweizer Wirtschaftsstandort unattraktiv für Firmen und international umworbene Fachkräfte. Und genau diese - international umworbene Fachkräfte - wollen wir.

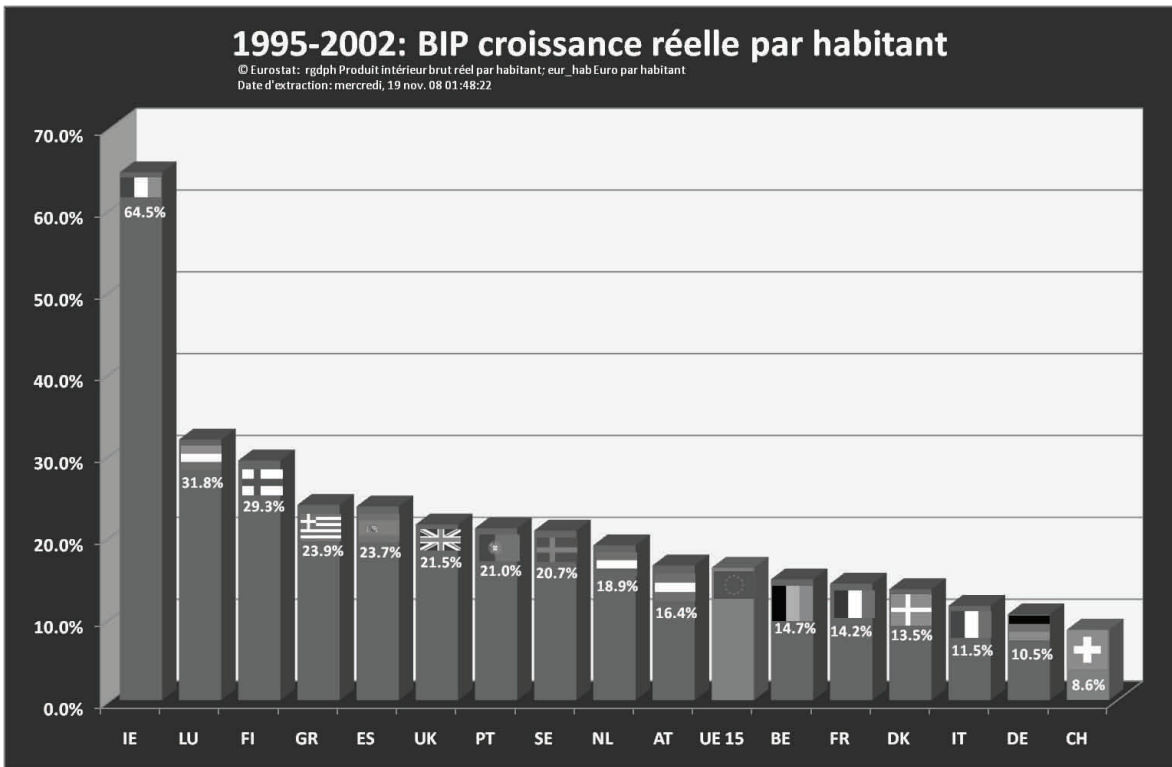
Jetzt präventiv nein zu sagen, wäre wie wenn Sie auf einer Wanderung die Karte wegwerfen würden, nur weil plötzlich aufziehende Wolken die Orientierung schwieriger machen. Sind diese Schwierigkeiten denn die Schuld der Karte oder des schlechten Wetters? Wenn es regnet, ziehen Sie den Regenschutz an und behalten Ihre Karte - wenn es wieder aufklärt, werden Sie diese noch gut gebrauchen können!“

Micheline Calmy-Rey

« La stabilité et les conditions-cadres favorables sont d'autant plus importantes en période de crise, on peut les considérer comme les premières mesures conjoncturelles. Au sujet de la clause guillotine la cheffe du DFAE a dit qu'on ne pouvait espérer que l'UE ne se fâchera pas, dès lors que la résiliation des accords bilatéraux I ne dépend pas de Bruxelles. Sa mise en œuvre serait en effet automatique. Si le non devait l'emporter, le Conseil fédéral devra communiquer le résultat du vote d'ici au 31 mai à ses partenaires européens et les accords bilatéraux I deviendront caducs six mois plus tard. Cet automatisme est inscrit dans l'accord. »

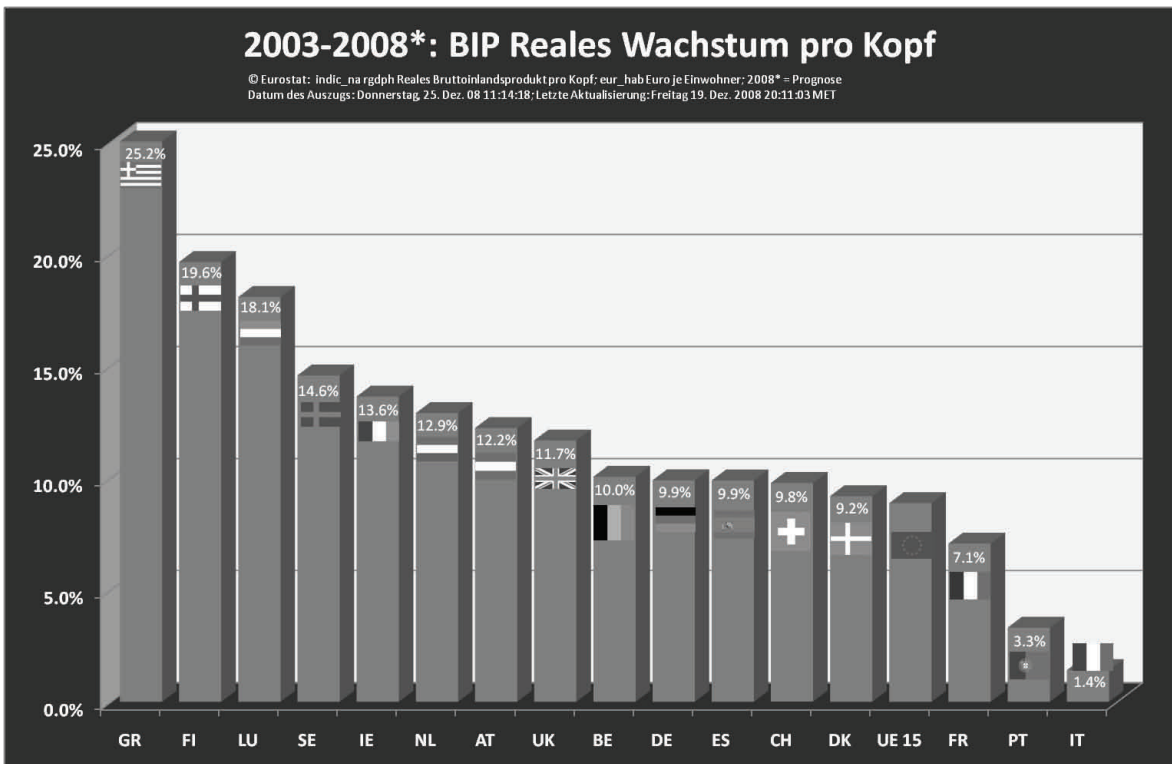
EWR-Nein war ein kapitales Eigentor

Non à l'EEE: monumental autogoal



Nach dem EWR-Nein von 1992 hinkte unser Wirtschaftswachstum während 10 Jahren böß hinter demjenigen der EU her. Die Bilateralen I führten dann zu dessen Verdoppelung.

Après le non à l'EEE en 1992, notre croissance économique était pendant dix ans la plus faible de l'UE. Les accords bilatéraux I ont permis de la doubler.



Konsequenz des EWR-Nein

Die Schweizerische Lokomotivfabrik hatte des fehlenden Zugangs zum europäischen öffentlichen Beschaffungswesen wegen keine Überlebenschance.

Anfangs der 1990er Jahre bestellten die SBB bei der Schweizerischen Lokomotivfabrik in Winterthur (SLM) 119 Lokomotiven der Serie Re 460. Damals erklärte die SLM, dass ihr nichts passieren kann, so lange die SBB fahren werden.

Nach Auslieferung der 119. Maschine musste die SLM schliessen. Durch den weitgehend dem EWR-Nein zuzuschreibenden fehlenden Zugang zum öffentlichen europäischen Beschaffungswesen war sie nicht mehr konkurrenzfähig.



Conséquence du Non à l'EEE

La Fabrique suisse de locomotive (SLM) ne pouvait pas survivre parce qu'elle n'avait pas accès aux marchés publics européens.

Au début des années 1990 les CFF ont commandé auprès de la Fabrique suisse de locomotive 119 locomotives de la série Re 460. Cela a incité les responsables de la SLM de prétendre que rien ne pouvait leur arriver aussi longtemps que les CFF rouleront.

Après livraison de la 119e machine, la SLM devait cependant fermer boutique. Le non à l'EEE a eu pour conséquence qu'elle n'avait pas accès au marchés publics européens et de ce fait elle n'était plus compétitive.

Dank den Bilateralen I

Dass schweizerische Rollmaterialbauer auf europäischer Ebene durchaus konkurrenzfähig sind, beweist die Stadler-Rail im Kanton Thurgau.

Kaum waren die sieben Abkommen der Bilateralen I in Kraft, gelang es der Stadler-Rail in Ungarn einen Auftrag von 700 Millionen Franken für die Lieferung von Vorortszügen an Land zu ziehen. Dazu war es allerdings nötig Zugang zum europäischen Beschaffungswesen zu haben, was dank dem zu diesem Paket gehörenden entsprechenden Abkommen möglich war.

Heute zählen viele europäische Bahnen zu den Kunden der Stadler-Rail.



Grâce aux accords bilatéraux I

Qu'un constructeur de matériel roulant peut être compétitif sur le marché européen, est prouvé par Stadler-Rail dans le canton de Thurgovie.

Peu après la mise en vigueur des accords bilatéraux I, Stadler-Rail a pu conclure un contrat de 700 millions de francs pour la livraison de trains de banlieue en Hongrie. Pour y parvenir, il fallait avoir accès aux marchés publics européens, ce qui a été possible grâce à l'accord en conséquence qui fait partie du paquet.

Aujourd'hui, beaucoup de chemins de fer européens comptent parmi les clients de Stadler-Rail.

Prière de réserver

Mardi 17 mars 2009,
18h00-20h00 Berne,
conférences de Wolf Linder, Prof.
Institut de politologie, Université de Berne,
et Irène Herrmann, Prof.
Département d'histoire contemporaine,
Université de Fribourg,
ainsi que les conseillers nationaux
Christa Markwalder et
Dominique de Buman
sur le thème
«La Suisse entre union et discorde»

Bitte reservieren

Dienstag, 17.März 2009,
18:00h-20:00h Bern,
Vorträge von Prof. Wolf Linder,
Professor am Institut für Politikwissenschaft,
Bern und Irène Herrmann,
Professorin im Departement
für Zeitgeschichte Uni Freiburg
sowie den Nationalrätern
Christa Markwalder et
Dominique de Buman
zum Thema
«Die Schweiz zwischen Einheit und Zwie-
spalt »

Adresse pour retours, Rücksendeadresse :
RS-NSH / NHG-TS
Secrétariat central
Av. des Sports 28
1400 Yverdon-les-Bains

Impressum
Édition RS-NSH / NHG-TS
Comité de rédaction :
Ch. Langenberger, R. Jost

Adresse du secrétariat central
RS-NSH / NHG-TS
Mme Mireille Renaud
Av. des Sports 28
1400 Yverdon-les-Bains
tel. 024 420 18 19
fax 024 420 18 20
mobile 076 326 98 80
e-mail rsnsh@bluewin.ch
site Internet www.dialoguesuisse.ch